



Barbarie jihadiste et terreur médiatique

Jean-Pierre Filiu

► To cite this version:

Jean-Pierre Filiu. Barbarie jihadiste et terreur médiatique. Cités : Philosophie, politique, Histoire, 2015, 61, pp.27 - 38. <10.3917/cite.061.0027>. <hal-03470248>

HAL Id: hal-03470248

<https://sciencespo.hal.science/hal-03470248v1>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Barbarie jihadiste et terreur médiatique

JEAN-PIERRE FILIU

Nous sommes le 24 septembre 2014, un peu après 17h. Cela fait deux jours que le randonneur français Hervé Gourdel a été kidnappé dans les montagnes de Kabylie. Le groupe des « Soldats du Califat » (Jund al-Khilafa) qui le détient a lancé un ultimatum de 24 heures à la France : l'otage sera exécuté si Paris confirme sa participation à la coalition fédérée autour des États-Unis contre Daech, « l'État islamique » implanté désormais sur une bonne partie du territoire de la Syrie comme de l'Irak.

Un certain nombre de « grands » médias français m'ont demandé d'être disponible lors de l'expiration de l'ultimatum. Je me suis refusé à donner la moindre suite à ces sollicitations mortifères. J'ai en revanche publié sur mon blog hébergé par Rue 89 une tentative de décryptage des « Soldats du Califat », un groupe constitué depuis seulement une semaine, qui cherche par ce coup d'éclat à s'imposer à la fois sur la scène médiatique et dans le champ jihadiste.

Car les deux processus sont intimement liés et c'est ce que ce texte, ouvert par le récit d'une expérience personnelle, va s'efforcer d'illustrer. En ce 24 septembre, peu après 17h, un premier « grand » média me demande de commenter à chaud l'annonce toute récente de la décapitation d'Hervé Gourdel par ses geôliers. Je refuse par principe et, comme les appels se succèdent de sources diverses, je rédige un SMS de réponse systématique.

« Désolé. Ma pensée va à la famille du supplicié. Tout le tapage médiatique autour d'une telle horreur ne fera qu'en susciter d'autres. La preuve depuis un mois ». Daech a en effet d'ores et déjà mis en scène l'assassinat par décapitation de trois de ses otages, deux de nationalité américaine et un de nationalité britannique. Quant aux proches d'Hervé Gourdel, ils

avaient, dès la nouvelle de l'enlèvement, dû enjoindre par communiqué la presse de préserver leur intimité.

Nicolas Demorand, à France Inter, me fait l'honneur de « comprendre » ma position (il confirmera plus tard cette compréhension par écrit¹). C'est peu dire que la plupart de ses confrères ne font pas preuve de la même hauteur de vue. Mon attitude suscite la stupeur et, justement, l'incompréhension, quand elle n'est pas caricaturée en « prétention » universitaire ou en snobisme intellectuel.

Comme je le craignais, la nouvelle de ce meurtre atroce va dans les heures suivantes concurrencer, dans les bulletins radiophoniques et les journaux télévisés, le débat tenu l'après-midi même à l'Assemblée nationale sur l'intervention de la France en Irak. La barbarie jihadiste a remporté une nouvelle victoire en hissant son crime sur le même plan que le débat républicain. Et je pense de toutes mes forces à la famille du défunt, à son indicible douleur et à son immense solitude.

Il est risqué, mais j'ose le défi, de paraphraser face à un tel désastre la citation prêtée à Lénine : « Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons. » Les médias occidentaux, dans leur concurrence effrénée au « scoop » et à l'information-choc, font littéralement le lit de la propagande jihadiste. Dans un processus dialectique bien connu, cette réceptivité médiatique façonne en retour la mise en scène de la barbarie jihadiste.

Cette terreur à fort impact médiatique n'a donc rien d'« oriental », d'« islamique » ou d'« arabe ». Elle est épouvantablement moderne, violemment obscène et redoutablement adaptée à la Toile comme aux réseaux sociaux. Dans les années 1970, les terroristes européens ou moyen-orientaux mettaient la vie de leurs otages en balance avec la diffusion de leurs messages politiques. Aujourd'hui, les médias se battent pour assurer l'impact maximal de la plus récente dramaturgie jihadiste.

Prétendre que la non-diffusion des vidéos d'exécution suffit à clore le débat, et à s'exonérer ainsi de toute responsabilité, c'est faire preuve d'une insigne hypocrisie. Les photos du bourreau et de sa victime s'étalent en une des quotidiens ou sont « incrustées » en fond d'écran. Et la logorrhée des « experts » auto-proclamés, qui dissertent en boucle sur les ressorts de la barbarie, ne peut que faire le jeu des dits barbares.

1. <http://teleobs.nouvelobs.com/actualites/20141112.OBS4718/retour-a-inter-le-journal-de-nicolas-demorand.html>

Il ne s'agit pas en l'espèce d'expliquer, d'interpréter, mais d'occuper le vide, le temps, l'écran et de l'occuper en se faisant l'écho des horreurs d'un ennemi posé en mal absolu. Pareil discours essentialiste met fatalement en exergue les supposées spécificités « culturelles » d'une telle abomination, refermant ainsi le piège jihadiste sur ces « Orientaux », ces « Musulmans » et ces « Arabes » que Daech et ses séides veulent prendre collectivement en otages.

La seule réponse digne et citoyenne a été donnée par la famille et les proches d'Hervé Gourdel, qui ont mené à Nice une marche silencieuse en hommage à leur cher disparu. La puissance de cette résistance muette était sans égale. C'est cela que les « grands » médias auraient dû comprendre le soir de l'annonce du supplice. Une minute de silence, un écran noir, une page blanche, pour se concentrer, se ressourcer face à la barbarie, plutôt de lui céder en divaguant sur les ondes.

Oussama Ben Laden, bien avant de fonder son organisation Al Quaida en 1988, avait compris l'importance stratégique de la communication médiatique. Acteur périphérique du *jihâd* anti-soviétique en Afghanistan (il n'avait combattu activement que dix jours en dix années d'occupation), Ben Laden avait pourtant fait réaliser un long métrage documentaire à la gloire de ses faits d'armes. Cette vidéo hagiographique n'avait pas peu contribué au prestige de Ben Laden dans le Golfe et au recrutement de militants qui allaient former le noyau dur d'Al Quaida.

Ben Laden, expulsé d'Arabie saoudite en 1991, déchu de sa nationalité saoudienne trois ans plus tard, va longtemps résider au Soudan. C'est là que son adjoint égyptien, Ayman Zawahiri, et lui tissent la toile d'Al Quaida. La première expédition qu'ils commanditent, en 1993, vise les troupes américaines déployées en Somalie au nom de la « Restauration de l'Espoir » (*Restore Hope*). C'est un fiasco retentissant, car les milices somaliennes, volontiers xénophobes, s'efforcent plutôt de détrousser les « frères » arabes que de les associer à leur combat.

La propagande des États-Unis va pourtant faire le jeu d'Al Quaida (dont le nom n'apparaîtra publiquement qu'après les attentats du 11 septembre 2001), en dénonçant avec force les jihadistes arabes dans les opérations anti-américaines en Somalie. Il est en effet exclu pour Washington d'admettre que son intervention « humanitaire » puisse se heurter à des résistances locales, d'où la désignation d'un ennemi « global » et étranger. C'est ainsi qu'un échec cinglant est transmuté en victoire symbolique d'Al Quaida par le truchement de la « communication » occidentale.

On comprend ainsi mieux pourquoi Ben Laden et Zawahiri, réunis en Afghanistan en 1997, sous la protection des Talibans, vont se tourner d'abord vers les networks américains, ABC et CNN, pour diffuser leur message de mort. Ils tiennent une véritable conférence de presse de lancement, en février 1998, de leur « Front islamique mondial du *jihâd* contre les Juifs et les Croisés », l'appellation publique d'Al Quaida. Ce n'est que dans un deuxième temps que Ben Laden noue une coopération mutuellement très profitable entre Al Quaida et Al-Jazira.

La chaîne satellitaire, qui émet depuis le Qatar à partir de 1996, trouve en effet dans Ben Laden une « exclusivité » qui va lui ouvrir des millions de foyers arabes. Des mois de suivi de Ben Laden sont synthétisés dans un documentaire, « Un homme contre un Empire », diffusé en juin 1999, au lendemain de la décision du FBI de mettre la tête de Ben Laden à prix (à l'époque pour cinq millions de dollars, une somme qui sera multipliée par dix au cours de la décennie suivante).

Le chef d'Al Quaida ne peut rêver meilleure mise en scène de son combat. Les camps d'entraînement jihadiste en Afghanistan ne désespèrent plus. Les médias occidentaux se disputent les « exclusivités » d'Al-Jazira. Ben Laden devient progressivement une icône planétaire, identifiée comme telle bien au-delà du monde musulman. L'effondrement des Tours Jumelles, en septembre 2001, est l'apogée du « clip » terroriste (à la différence de l'attaque contre le Pentagone, dont les éventuelles images n'ont jamais été diffusées).

Chaque être humain peut raisonnablement se demander où il se trouvait lors de la chute du World Trade Center. L'expérience partagée de la vision d'un tel carnage crée des liens inédits, d'une intensité sans précédent, entre les habitants de la même planète. Il s'agit d'un événement authentiquement « global », considéré par beaucoup comme marquant le début du siècle et du millénaire. Le « clip » de l'horreur télévisée passe en boucle sur les chaînes d'information et sur la Toile, alors en expansion irrésistible.

Ben Laden est littéralement parvenu à « sidérer » le monde entier, à suspendre la pensée d'une humanité fascinée par l'horreur en direct (car la rediffusion ne révèle rien de nouveau, elle ne fait que restaurer l'état de choc du premier impact). Alors même que le 11-Septembre représente l'apogée de l'organisation de Ben Laden, la dynamique répétitive et hypnotique du plus monstrueux des « clips » entretient l'illusion d'une menace omniprésente, voire immanente.

Les attentats de New York et de Washington visent précisément à provoquer des représailles américaines sur le véritable « Jihadistan » qu'est

devenu l'Afghanistan taliban. C'est pourquoi Ben Laden pré-enregistre pour Al-Jazira un message destiné à être diffusé dès les premières heures de l'offensive menée par les États-Unis. Une fois de plus, le partenariat entre Al Quaida et Al-Jazira est optimal pour les deux associés.

Le 7 octobre 2001, Ben Laden, flanqué de Zawahiri, fait irruption dans des centaines de millions de foyers. Calme et déterminé, il assène à « l'Amérique et son peuple » qu'ils « ne connaîtront pas la sécurité tant que nous ne la connaîtrons pas en Palestine et tant que les armées infidèles n'auront pas quitté la terre de Mohammed », ainsi que le chef d'Al Quaida appelle l'Arabie saoudite. Le responsable du carnage du 11-Septembre réussit le tour de force de se poser en résistant en situation de légitime défense.

Al Quaida, en treize années d'existence, n'a pas mené une seule action anti-israélienne. Mais Ben Laden identifie par le verbe son combat à celui du peuple palestinien, dont la cause est suivie avec passion dans le monde arabo-musulman. La deuxième intifada² qui secoue la Cisjordanie et Gaza depuis septembre 2000 est explicitement associée à Al-Aqsa, la sainte mosquée de Jérusalem, un des trois lieux les plus sacrés de l'Islam.

Ben Laden se met ainsi en scène, depuis une humble grotte afghane, comme le champion de la libération de Jérusalem, occupée par Israël, mais aussi de La Mecque et de Médine, occupées par des « armées infidèles » (en fait les troupes américaines appelées à la rescousse contre Saddam Hussein à partir d'août 1990, dont une petite partie est encore stationnée en Arabie, les deux saintes cités de l'Islam ayant toujours été interdites aux non-Musulmans).

La campagne médiatique d'Al Quaida fonctionne admirablement, mais le calcul stratégique de Ben Laden s'avère désastreux : le « Jihadistan » afghan s'effondre en quelques semaines, car les États-Unis se sont bien gardés d'intervenir au sol, laissant leurs alliés afghans de « l'Alliance du Nord » s'emparer de Kaboul, puis de Kandahar. Al Quaida est en ruines et Ben Laden, un moment acculé dans les sommets de Tora Bora, parvient à s'échapper vers le Pakistan, où se réfugie aussi Zawahiri.

Pendant que les rescapés d'Al Quaida se replient vers l'Est, d'autres jihadistes fuient vers l'Ouest et l'Iran. Parmi eux, le chef jordanien du groupe Tawhid wal Jihad (Unité et Jihad), connu sous son nom de guerre d'Abou Moussab Zarqaoui (car il est originaire de la ville de Zarqa, à l'est d'Amman). Zarqaoui a toujours eu les plus grandes réserves envers les emballements visionnaires de Ben Laden. À la différence de ce rejeton de

2. Intifada signifie littéralement en arabe « soulèvement ».

(très) bonne famille, Zarqaoui est un ancien délinquant, sans doute radicalisé dans une prison jordanienne.

Zarqaoui a soigneusement préservé l'indépendance de son groupe envers Al Quaida et il le reconstitue, après avoir traversé l'Iran, dans les montagnes du Kurdistan irakien. Les troupes de Saddam Hussein sont depuis une décennie interdites par les États-Unis d'accès à ce nord kurde du pays. Zarqaoui profite de cette autonomie de fait du Kurdistan pour y enraciner sa formation et développer ses réseaux.

Mais il n'est encore qu'un jihadiste somme toute mineur quand les États-Unis vont lui offrir une formidable campagne de publicité planétaire. L'administration Bush, toute à sa « guerre globale contre la terreur », entend bien envahir l'Irak et souhaite prouver les liens de Saddam Hussein avec Al Quaida. Colin Powell, le secrétaire d'État américain, va jusqu'à évoquer Zarqaoui devant le conseil de sécurité de l'ONU, faisant du jihadiste jordanien un des piliers d'Al Quaida (alors qu'il n'en est même pas membre) et un complice de Saddam Hussein (alors qu'il est implanté dans un territoire échappant au contrôle du despote de Bagdad).

Il n'est donc pas surprenant que, lors de l'offensive américaine de mars 2003 en Irak, Zarqaoui jouisse déjà d'une notoriété sans rapport avec sa puissance réelle. Le jihadiste jordanien décrit d'ailleurs l'offensive des États-Unis comme une « invasion bénie », tant elle sert ses objectifs à court et à long terme. Le renversement de Saddam Hussein s'accompagne de la dissolution des frontières intérieures entre le Kurdistan et le reste de l'Irak. Zarqaoui peut donc étendre rapidement ses réseaux vers le centre et le sud du pays.

Comme avec Al Quaida en Somalie dix ans plus tôt, les États-Unis s'avèrent incapables d'admettre que leur occupation au nom du Bien puisse susciter une résistance acharnée de la part d'une partie au moins de la population locale. C'est ainsi que Zarqaoui, qualifié de « prince de la terreur » par la propagande américaine, se voit attribuer l'essentiel des attentats contre les forces d'occupation, alors que son groupe n'est en fait responsable que d'une fraction négligeable d'entre eux.

Cette focalisation sur Zarqaoui va amplifier son prestige de manière impressionnante, effaçant les préventions des insurgés irakiens à l'égard d'un commandant qui n'est pas leur compatriote. La prime offerte par Washington pour la « tête » de Zarqaoui atteint bientôt la somme de 25 millions de dollars, l'équivalent de la récompense offerte pour Ben Laden. La bataille acharnée pour le contrôle de Fallouja, à 70 km à l'ouest de Bagdad, en avril 2004, contribue aussi à magnifier la figure jihadiste de Zarqaoui.

Mais c'est la révélation des sévices perpétrés par des militaires américains dans la prison irakienne d'Abou Ghreib qui offre à Zarqaoui son apothéose médiatique. Le 7 mai 2004, Nicholas Berg, un Américain de 26 ans, venu en Irak pour investir dans le secteur des télécommunications, est décapité par le groupe de Zarqaoui, voire par Zarqaoui lui-même selon la CIA. Le lendemain, son corps mutilé est retrouvé par une patrouille américaine. Berg, sans doute enlevé à Bagdad, avait disparu depuis un mois.

Il faut attendre le 11 mai 2004 pour qu'un site jihadiste diffuse sur Internet une vidéo intitulée : « Abou Moussab Zarqaoui égorge un Américain ». Berg a été revêtu de la même tenue orange que les détenus de Guantanamo et d'Abou Ghreib. Sa décapitation est filmée jusque dans ses détails les plus abjects. Elle est présentée comme un acte de représailles aux tortures infligées par les geôliers américains à Abou Ghreib. La confession juive de Berg permet de nourrir un discours incendiaire contre « les Juifs et les Croisés ».

Ben Laden avait inventé le « clip » terroriste avec les attentats du 11-Septembre. Zarqaoui crée pour sa part en mai 2004 le « snuff movie » jihadiste, du nom de ces vidéos extrêmes de sévices sexuels parfois aboutis. Zawahiri est furieux contre de tels débordements, selon lui dangereux pour l'image d'Al Quaida et de son « *jihâd* global ». Zarqaoui persiste et signe : seule une terreur aussi débridée que celle des « infidèles » peut les dissuader, avant peut-être de les terrasser.

Le pari de Zarqaoui s'avère réussi dans un Irak qui s'enfonce dans une violence de plus en plus barbare. En novembre 2004, la seconde bataille de Fallouja confère à Zarqaoui la stature de dirigeant incontesté du *jihâd* anti-américain. Le mois suivant, Ben Laden est contraint d'adoubier Zarqaoui chef d'Al Quaida en Irak, ainsi que Tawhid wal Jihad est désormais dénommé. Zarqaoui a imposés ses conditions à son ralliement, même s'il est formellement subordonné au fondateur d'Al Quaida.

La mort de Zarqaoui dans un bombardement américain, en juin 2006, libère les tensions longtemps refoulées entre les jihadistes irakiens (souvent des officiers vétérans de Saddam Hussein, rejetés dans l'insurrection par la dissolution de l'armée irakienne par les États-Unis) et les commissaires politiques d'Al Quaida. Un compromis baroque est passé quelques mois plus tard avec l'établissement d'un « État islamique en Irak », dirigé par un délégué égyptien de Zawahiri (Abou Hamza al-Muhajer), mais avec pour « calife » Abou Omar al-Baghdadi, un ancien général de police irakien.

La proclamation de ce « califat », mise en ligne sur Internet en octobre 2006, est un échec en termes de communication : la vidéo, tournée

dans des conditions précaires, est peu attrayante et le « calife » a son visage flouté, accréditant l'impression troublante d'un spectre doué de parole. Abou Hamza al-Muhajer et Abou Omar al-Baghdadi sont tous deux tués dans un raid américain en avril 2010.

Leur successeur à la tête de « l'État islamique », Abou Bakr al-Baghdadi, ne s'encombre pas à ce stade d'un titre de « calife » aussi dévoyé. Il hérite d'une organisation très affaiblie par la mobilisation de milices tribales anti-jihadistes, désignées sous le terme générique de Sahwa (Réveil). Sa priorité va dès lors à la restructuration de son organisation en phalange totalement dévouée à son « émir », littéralement son « commandant ».

Après une série de purges impitoyables, Baghdadi peut considérer que son « État islamique en Irak » lui est entièrement dévoué. À la mort de Ben Laden, en mai 2011, il refuse de prêter allégeance à Zawahiri, son successeur à la tête d'Al Quaida. Voilà donc Baghdadi seul aux commandes d'une organisation parfaitement disciplinée, mais contenue dans les marges d'un Irak bientôt libéré de l'occupation américaine.

Cela fait des années que les jihadistes irakiens peuvent compter sur leur collaboration active avec les renseignements syriens. Pour le régime Assad, il s'agissait de contribuer à enliser l'armée américaine en Irak pour la détourner de la Syrie. Les anciens officiers baasistes ont facilité cette coopération clandestine entre services syriens et guérilla irakienne, le long des 600 km d'une frontière très largement poreuse.

L'éclatement de la révolution syrienne en mars 2011, sous la forme de manifestations pacifiques, fait passer la relation entre Assad et Baghdadi à un niveau supérieur. Il n'y a alors pas plus de jihadistes en Syrie qu'il n'y en avait sur le territoire de Saddam Hussein lors de l'invasion américaine, huit ans plus tôt. Mais le despote syrien affirme être la cible d'un complot d'Al Quaida, afin de mobiliser le plus large soutien intérieur et international à sa dictature.

La prophétie auto-réalisatrice qui s'est accomplie en Irak grâce à Zarqaoui en 2003-2004 va également s'accomplir en Syrie, mais cette fois grâce à Baghdadi de 2011 à 2013. Le régime Assad libère massivement les jihadistes incarcérés, alors même qu'il embastille par milliers les militants non-violents. Un de ces jihadistes libérés, Abou Mohammed al-Jolani, rejoint Baghdadi et fonde sous son égide le Front Nosra (dit du « Soutien »)³.

3. Sur les conditions d'émergence du front Nosra, je me permets de renvoyer à mon *Nouveau Moyen-Orient, les peuples à l'heure de la révolution syrienne*, Paris, Fayard, 2013, p. 202-204 et 245-248.

Le chercheur Michel Seurat, disparu en janvier 1986 aux mains de ses ravisseurs du Hezbollah, avait consacré ses travaux à l'interprétation de « l'État de barbarie⁴ », ainsi qu'il qualifiait le régime Assad en Syrie. Cet « État de barbarie » va se déployer dans toute son horreur à la faveur de la répression impitoyable de la protestation syrienne (le chanteur Ibrahim Kachouch, « coupable » d'avoir raillé le despote par ses couplets, est ainsi jeté dans l'Oronte, les cordes vocales arrachées).

Portables et réseaux sociaux accordent à cette ultra-violence une diffusion jusqu'alors inimaginable. Ossama Mohammed et Wiam Simav Berdixan créeront la sensation au festival de Cannes de 2014 avec leur film « Eau argentée, Syrie autoportrait », tourné entre Paris et Homs, avec un montage bouleversant d'images glanées sur la Toile. En 2011-2012, les militants révolutionnaires croient encore que ces images insoutenables vont soulever la conscience du monde. Des mois, puis des années plus tard, ils rêvent moins de faire pitié que de faire peur.

Cet abandon du peuple syrien à son sort est la clef de l'escalade dans l'horreur théâtralisée. En mars 2013, les jihadistes trahissent les autres factions anti-Assad pour s'emparer, dans la vallée de l'Euphrate, de la ville de Raqqa, que la guérilla aurait préféré garder « neutre » à des fins de recrutement et d'approvisionnement. Le mois suivant, Baghdadi proclame à Raqqa son « État islamique en Irak et au Levant », désigné sous son acronyme arabe de Daech.

Ce coup de force provoque une scission au sein du camp jihadiste entre le Front Nosra, pour qui le renversement d'Assad reste une priorité, et Daech, ostensiblement épargné par les bombardements gouvernementaux. La plupart des « volontaires » étrangers rallient d'autant plus facilement Daech et son *jihad* global qu'ils n'ont que mépris pour la population syrienne jugée fort peu musulmane à l'aune de leur intolérance totalitaire.

Je m'infiltrai en juillet 2013 dans les secteurs d'Alep tenus par les forces révolutionnaires⁵. Mes amis Didier François et Nicolas Hénin, qui m'avaient l'un comme l'autre proposé de les accompagner en Syrie, ont été tous deux enlevés le mois précédent, en compagnie d'Édouard Elias et de Pierre Torres. Je ne découvrirai qu'après leur libération, en avril 2014, que la geôle de Daech où ils croupissent tous les quatre est située non loin de ma « planque » à Alep.

4. Une réédition de cette œuvre fondamentale a été réalisée par les Puf en 2012, à l'heureuse initiative de Gilles Kepel.

5. J'ai tiré de cette expérience la matière de *Je vous écris d'Alep*, publié peu après chez Denoël.

En ce mois de juillet 2013, Al-Furqan, la branche médiatique de Daech, diffuse la vidéo de deux frères toulousains, lourde de menaces à l'encontre de la France. Cet enregistrement a beau avoir été tourné à Alep, je n'en prendrai connaissance qu'après mon retour en France. Il est d'ailleurs réalisé en français et sous-titré dans la seule langue anglaise, ce qui prouve bien son statut de produit d'appel à l'attention du public occidental.

Une fois leur fonction de propagande accomplie, les deux frères sont d'ailleurs sacrifiés par Daech, l'un sur la ligne de front (où son inexpérience au combat lui est fatale), l'autre dans un attentat-suicide (soi-disant pour venger son frère disparu). Les « volontaires » étrangers représentent donc bien une chair à canon médiatique et terroriste dont Daech abuse pour le plus grand profit de son organisation.

À l'aube du 21 août 2013, le régime Assad pilonne des quartiers entiers de sa capitale en combinant charges chimiques et obus classiques. Le bilan est estimé à au moins 1400 morts, dont plus de 400 enfants. Dès le massacre connu, les intoxications fusent sur sa supposée mise en scène, sur la responsabilité de l'insurrection ou sur un nouveau « complot » anti-Assad. Jamais n'a été aussi indécent un tel « négationnisme », selon l'expression du père Paolo Dall'Oglio, enlevé peu auparavant par Daech à Raqqa.

Le président Obama dénonce depuis la Maison blanche, dix jours après le carnage, « une agression contre la dignité humaine ». Il ajoute que « nous ne pouvons élever nos enfants dans un monde où nos actes ne sont pas conformes à nos paroles, à nos traités et à nos valeurs », car il s'agit bel et bien « de ce que nous sommes comme pays ». Le chef des États-Unis, en décidant finalement de s'abstenir de toute réaction militaire (brisant ainsi l'élan de la France en ce sens), a effectivement prouvé ce qu'était devenue l'Amérique sous sa direction : un État qui recule au moment de défendre les valeurs qui sont supposées le fonder.

La trahison américaine du peuple syrien provoque une envolée des montées au *jihad*. C'est désormais un phénomène planétaire qui n'épargne aucun continent, du Canada à l'Australie, en passant par le Sénégal et la Tchétchénie. Chaque nouvelle recrue est contrainte d'attirer vers Daech un certain nombre de ses compatriotes, d'où la progression exponentielle des endoctrinements, prioritairement sur les réseaux sociaux.

Le discours est aussi simple qu'efficace. Daech est une avant-garde qui va sauver l'Islam des mauvais croyants comme des « infidèles ». Ceux-ci, qu'ils soient Américains, Russes ou Européens, ont prouvé lors du carnage chimique d'août 2013 leur totale indifférence, voire leur complicité, face au martyr syrien. Il s'agit de la bataille de la fin des temps, que les prophéties

situent justement sur la terre de Syrie, là où le *jihâd* est mille fois plus valorisé que sur d'autres théâtres militaires⁶.

En mai 2014, le jihadiste français Mehdi Nemmouche assassine quatre personnes au musée juif de Bruxelles, avant d'être arrêté à Marseille. On apprendra plus tard que Nemmouche a été pour Daech un des tortionnaires des otages français, entre autres à Alep. Il est désormais clair que Baghdadi veut porter sa terreur sur la continent européen : c'est en amplifiant la menace d'une « cinquième colonne » jihadiste qu'il parie à la fois sur une escalade de violence intercommunautaire en Europe et sur un gonflement en retour du recrutement en provenance de ce continent.

Baghdadi est fort d'une vision stratégique qui fait cruellement défaut à tous ses adversaires. Le président Obama l'avoue d'ailleurs publiquement trois longs mois après la chute de Mossoul, en juin 2014, aux mains de Daech⁷. Pendant ce temps, Baghdadi, qui avait refusé de diffuser des enregistrements autres que vocaux, s'est proclamé « calife Ibrahim » dans une vidéo tournée à la grande mosquée de Mossoul. Hier inconnu, il est aujourd'hui celui qui donne le ton de l'actualité internationale.

Baghdadi lance ses commandos à l'assaut du Kurdistan irakien, tout en procédant à des massacres dans les populations chrétiennes et yézidiées. Nous sommes en août 2014 et l'administration Obama réagit en décidant d'apporter un soutien aérien à ses alliés kurdes. Le « calife Ibrahim » ordonne alors l'exécution d'un otage américain, James Foley, pourtant converti à l'Islam.

Baghdadi a choisi comme assassin de Foley un jihadiste britannique à l'accent parfaitement reconnaissable. Comme avec Nemmouche, il s'agit d'instiller le doute sur « l'ennemi de l'intérieur » et de poursuivre la prise d'otages collective des Musulmans d'Europe, bientôt sommés par leurs compatriotes de se prononcer sur une terreur à laquelle ils sont totalement étrangers.

Baghdadi double la mise en ordonnant le supplice d'un deuxième otage américain Steve Sotloff, au tout début de septembre 2014. Deux cent mille morts en Syrie n'ont pas réussi à faire bouger l'Amérique, mais deux décapitations amplement médiatisées la contraignent à étendre ses frappes à la Syrie. Cette campagne demeure à ce stade idéale pour Daech, car les bombardements aériens ne lui infligent que des dégâts périphériques, que les recrutements induits par une telle « Croisade » compensent très largement.

6. <http://blogs.rue89.nouvelobs.com/jean-pierre-filiu/2014/08/29/letat-islamique-ou-les-chevaliers-de-lapocalypse-jihadiste-233388>

7. Le 4 septembre 2014, Barack Obama déclare en effet, à la Maison blanche, « n'avoir pas encore de stratégie » envers Daech. Rappelons que les bombardements américains contre Daech ont débuté le 8 août 2014, donc sans stratégie...

Cinq otages anglo-saxons sont exécutés par Daech durant les cinq mois qui suivent la proclamation du « califat » de Baghdadi. Chaque nouvelle décapitation déclenche une vague d'horreur qui replace Daech au cœur de l'actualité. Près de 1500 Syriens, majoritairement des civils, sont exécutés par Daech durant la même période⁸. Ces victimes de sévices souvent abominables font par contraste l'objet d'une attention et d'une exposition minimales dans les médias occidentaux.

Le 16 novembre 2014, Daech diffuse la vidéo de l'égorgement de dix-huit soldats syriens, ainsi que les images d'un troisième otage américain décapité. L'attention médiatique se porte d'abord sur Peter Kassig, l'otage exécuté malgré sa conversion à l'Islam (comme Foley avant lui), avant de s'orienter vers un des égorgeurs, visage découvert : il est identifié comme le Français Maxime Hauchard, incorporé à Daech sous le nom d'Abou Abdallah al-Faransi.

Le Monde du lendemain (daté donc du 18 novembre) consacre rien moins que sa manchette à « Un Français converti parmi les bourreaux de l'État islamique ». Il est intéressant de noter que le quotidien ne précise pas à quoi ce meurtrier s'est « converti », comme si la seule conversion possible devrait être à l'Islam. La nouveauté, est-il expliqué, réside dans le fait que ce Français n'est pas « de culture musulmane », à la différence de son compatriote Mehdi Nemmouche, identifié depuis longtemps comme un des exécutants des basses œuvres de Daech.

L'utilisation de l'expression « État islamique » en lieu et place du sigle Daech continue de faire le jeu des jihadistes, car elle sape les efforts patients menés pour éviter l'amalgame entre Daech et les Musulmans en tant que tels. La manœuvre de Baghdadi est pourtant limpide : jeter en pâture un visage de Français pour jeter le doute sur tous les Musulmans de France. Or, toutes les personnes assassinées sur l'enregistrement diffusé le 16 novembre sont des Musulmans, syriens pour dix-huit d'entre eux, américain pour le dernier.

Le monde entier se met alors à scruter cette épouvantable vidéo pour tenter de reconnaître les bourreaux qui égorgent face à la caméra. Un deuxième Français n'est pas pleinement reconnu, un Britannique d'origine yéménite croit distinguer son fils, avant de se rétracter. Le plus terrifiant dans la barbarie jihadiste est sans doute le miroir qu'elle nous tend de ce que nos sociétés et nos médias sont devenus, sur fond de longue agonie de la Syrie abandonnée.

8. Selon les chiffres diffusés par l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH), le 17 novembre 2014.